

**L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur l'Orateur, la Commission poursuit sa revue des prix en se conformant aussi fidèlement que possible à l'entente du début de l'année. Elle s'efforce aussi, comme on le lui a recommandé, de s'assurer l'appui de l'ensemble des Canadiens dans la mise en œuvre d'un programme de restriction des prix, des traitements et des salaires.

**L'hon. M. Stanfield:** Comme, selon toute apparence, le gouvernement n'a pas essayé de s'assurer l'appui du CTC de ce côté en se présentant à son Congrès le ministre me dirait-il si la décision de la Commission et du gouvernement d'en venir à une entente sur la restriction des salaires a été abandonnée, ou pourrait-il nous faire part d'initiatives particulières envisagées par Ottawa? Autrement, nous devons conclure que cette politique est abandonnée.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. La question du chef de l'opposition, la deuxième partie notamment, semble appeler une déclaration d'ordre plutôt général. Le ministre aimerait peut-être répondre à la première partie de cette question.

**L'hon. M. Basford:** J'ai maintenant oublié la première partie, monsieur l'Orateur. Si le chef de l'opposition veut bien reposer la première partie de sa question, j'y répondrai volontiers.

**L'hon. M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, j'essaierai de faciliter et de simplifier la tâche du ministre. Comme le gouvernement n'a fait aucun effort pour convaincre le CTC de sa politique, doit-on conclure qu'en fait il abandonne cette politique ou qu'il se propose au moyen de quelque mesure précise de mettre cette politique en vigueur?

**L'hon. M. Basford:** Monsieur l'Orateur, depuis déjà quelque temps, par l'entremise du gouvernement et de la Commission des prix et des revenus, nous avons cherché à persuader les Canadiens qu'un programme de contrainte en matière de traitements, salaires et autres revenus était sage. Nous continuerons à la faire et nous persisterons dans cette voie.

**L'hon. M. Stanfield:** J'ai une autre question complémentaire à poser, monsieur l'Orateur. Le ministre voudrait-il bien cesser de parler en termes généraux et rattacher sa réponse à la question que je lui ai posée au sujet de propositions précises. Je lui demande précisément si la Commission des prix et des revenus et le gouvernement ont l'intention de

[L'hon. M. Stanfield.]

prendre d'autres mesures précises afin de mettre en vigueur le programme des contraintes qui semble bien mal en point à l'heure actuelle.

**M. l'Orateur:** C'est la partie de la question qui, ai-je dit, entraînerait une déclaration d'ordre général à laquelle la présidence s'est opposée.

#### L'INFLATION—L'AVIS POSTÉ PAR LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS

**M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, pourrais-je poser une question complémentaire au ministre au sujet de l'avis adressé, sauf erreur, à tous les Canadiens? J'en ai un exemplaire et, à en juger par le nombre de gens qui m'ont dit l'avoir reçu par la poste, je suppose que presque tout le monde l'a reçu, à un coût légèrement supérieur à \$300,000. Il s'intitule «Combattez l'inflation—Prévenez le chômage». J'aimerais demander au ministre s'il a, sur demande, autorisé la Commission des prix et des revenus à faire cet envoi.

**L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations):** La Commission est indépendante et c'est elle qui l'a rédigé. A mon avis, le texte dont parle le député est beaucoup plus utile que son discours d'il y a quelques jours au Congrès du travail du Canada.

**M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** Mon discours n'a pas été envoyé à cinq millions de personnes aux frais du gouvernement. Je demanderais au ministre si cet avis reflète la politique du gouvernement et si la lutte anti-inflationniste du gouvernement a épargné des emplois.

**L'hon. M. Basford:** Monsieur l'Orateur, le... nous...

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. M. Basford:** ... nous avons cherché à convaincre le pays que le plus efficace le programme de la Commission des prix et des revenus sera, le plus d'emplois nous aurons au pays. Si les rudiments de l'économie échappent au chef du Nouveau parti démocratique, il sera, bien entendu, très difficile de lui faire entrer cela dans la tête.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Trois ou quatre députés essaient d'obtenir la parole pour poser des questions supplémentaires. Je rappellerais aux députés qu'il ne reste que quelques minutes avant la fin de la période des questions. Quoi qu'il en soit, je propose de passer maintenant à un autre sujet.